



**Elizabeth A. Whitaker, sous-secrétaire adjointe aux Affaires de l'hémisphère occidental,
Département d'État (25 mai 2006), devant le Sous-comité de l'hémisphère occidental du
Comité des relations internationales de la Chambre des représentants**

Monsieur le président, mesdames et messieurs du Sous-comité, je suis très heureuse d'être ici aujourd'hui et de discuter avec vous des rapports que nous entretenons avec le Canada. En outre, puisque notre relation est essentielle afin d'assurer la prospérité et la sécurité de nos nations respectives, l'occasion qui m'est offerte de vous rencontrer m'est d'autant plus chère. Je crois que cette rencontre est très appropriée étant donné que le premier ministre Harper n'est entré en fonction que depuis un peu plus de trois mois, en tant que 22^e premier ministre du Canada. Regardez ailleurs dans le monde, et vous serez à même de constater que les États-Unis et le Canada sont chanceux d'être voisins. J'espère que mon témoignage fera ressortir ce fait et vous permettra d'avoir une image globale de la situation actuelle au Canada, des liens qui nous unissent, ainsi que des enjeux à venir.

Quand nous pensons au Canada, l'ampleur de notre relation est la première chose qui nous vient à l'esprit. Quelques données permettent d'illustrer cette réalité. Plus de 1,5 G\$ en biens et services franchissent la frontière quotidiennement. Les exportations annuelles américaines qui transitent, par le biais d'un seul pont situé à Détroit, vers le Canada, sont supérieures à l'ensemble des exportations des États-Unis vers le Japon. L'ancien Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis et son successeur, l'ALENA, ont permis aux entreprises et aux particuliers d'unir leurs efforts vers une Amérique du Nord plus productive, prospère et concurrentielle. Bon nombre de nos industries – comme le secteur automobile – font désormais partie d'une chaîne d'approvisionnement unie, ininterrompue. Nous avons pu constater, lorsque l'ouragan Katrina a frappé notre pays, l'importance que revêt notre infrastructure industrielle commune. En effet, au cours de cette tragédie, à au moins deux reprises, des entreprises canadiennes ont détourné la production d'un produit intermédiaire vers les États-Unis afin de remplacer un fournisseur américain, touché par la tempête.

En ce qui a trait à l'énergie, le Canada est notre principal fournisseur de pétrole brut et de produits pétroliers, de gaz naturel, d'électricité et d'uranium. Il s'agit d'un fournisseur permanent, qui souhaite étendre sa part de marché aux États-Unis. Il est soutenu par des investissements du secteur privé, dont bon nombre proviennent d'entreprises américaines. Après l'Arabie saoudite, et en tenant compte de la rentabilité grandissante des sables bitumineux, le Canada possède les plus grandes réserves de pétrole prouvées à ce jour. Le sol canadien renferme en effet

l'équivalent de 175 millions de barils et probablement le double en réserves récupérables. Nos relations interpersonnelles sont on ne peut plus ahurissantes. Les relations familiales sont nombreuses et des millions d'Américains comptent au moins un Canadien parmi leurs ancêtres. La frontière du Nord est franchie des dizaines de millions de fois par année. Certains la traverse par affaires, d'autres par plaisir, ou encore pour assister à un événement sportif professionnel. Nous n'en entendons pas souvent parler, mais si on prend le temps d'y penser, les affrontements entre les Blue Jays de Toronto et les Red Sox de Boston, ou encore entre les Sénateurs d'Ottawa et les Rangers de New York reflètent bien la relation profonde et pacifique que qui existe entre nos deux pays – du moins jusqu'à ce que la première balle soit lancée ou la première mise au jeu soit effectuée!

La collaboration entre nos deux pays au chapitre international et militaire, ainsi qu'en matière de lutte contre le terrorisme, est l'une des plus étroite que nous ayons. Plus tôt ce mois-ci, nous avons renouvelé l'accord Commandement de la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord (NORAD). NORAD est un organisme binational et est en fait l'assise de notre collaboration militaire, depuis 1958. Sa mission a évolué au fil des années et le plus récent amendement de l'accord prévoit une fonction d'alerte maritime pour l'Amérique du Nord, de même que pour nos eaux côtières et intérieures. Cette modification, fruit d'un monde en mouvement, montre bien la capacité d'adaptation du NORAD.

Nos armées respectives s'entraînent régulièrement ensemble, jouissent d'une relation durable, unissent leurs efforts au sein de l'OTAN et travaillent en étroite collaboration afin de consolider la démocratie en Afghanistan. Je souhaite également attirer votre attention sur le fait que le Canada a relevé les troupes américaines à Kandahar, en Afghanistan. En effet, 2 300 soldats canadiens prennent désormais part aux combats, appuyant ainsi notre mission démocratique commune. En outre, la présence canadienne en Afghanistan sera maintenue jusqu'en 2009. Depuis 2002, dix-sept canadiens ont perdu la vie en Afghanistan. Le premier civil de cette liste ne fut nul autre que le chef de l'équipe provinciale de reconstruction. Nous sommes conscients des souffrances du Canada en Afghanistan et nous reconnaissons le courage des femmes et des hommes appartenant aussi bien aux forces armées qu'au corps diplomatique.

Sur le plan international, le Canada et les États-Unis voient habituellement - quoique pas toujours - les événements sous un point de vue semblable. Le Canada a joué un rôle important dans diverses situations toutes plus différentes les unes que les autres. Notons entre autres la crise au Soudan, les relations avec les Autorités palestiniennes, dirigées par le Hamas, et le contexte politique au Belarus. En Iraq seulement, le Canada s'est engagé à verser plus de 200 M\$ pour la reconstruction, à présider le Fonds international pour la reconstruction de l'Irak (FIRI) et à obtenir le soutien de la communauté internationale relativement aux élections en Irak. En outre, le Canada s'occupe d'offrir la formation des policiers en Jordanie. Soulignons de plus que le Canada est un partenaire respecté de l'Organisation des États américains (OEA), qu'il a

joué un rôle important pour rétablir l'ordre en Haïti, en 2003, et a également pris toutes les mesures nécessaires afin que les élections qui y ont eu lieu cette année, se soient déroulées de manière libre et équitable.

Le Canada tire parti des tribunes internationales pour affirmer sa position en ce qui concerne les droits de l'homme. Bien qu'à l'inverse des Etats-Unis, Ottawa ait choisi de prendre part aux élections du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, nous sommes fébriles à l'idée de collaborer avec ce dernier et de contribuer à son succès. En fait, nous considérons le Canada comme une force positive sur l'échiquier mondial. Voilà pourquoi nous aimerions qu'il en fasse plus, surtout dans cet hémisphère, et notamment en ce qui a trait à Cuba. Bien sûr nos opinions stratégiques à ce sujet divergent parfois, mais notre objectif de démocratiser Cuba est le même.

Le Canada a joué un rôle majeur dans la guerre au terrorisme, autant à l'échelle internationale qu'en Amérique du Nord. Le gouvernement du Canada a en effet investi des milliards de dollars depuis 2001 afin de rehausser la sécurité frontalière, aéroportuaire et maritime, d'améliorer le contrôle des immigrants et des réfugiés, et d'assurer la protection des infrastructures essentielles. Notre collaboration bilatérale comporte les efforts conjugués en ce qui a trait à l'application de la loi. En outre, permettez-moi de souligner l'engagement qu'a pris le gouvernement Harper de rehausser la sécurité frontalière dans le but de renforcer cette application. De plus, en avril, le nouveau gouvernement définissait les Tigres de libération de l'Eelam tamoul (TLET) comme une organisation terroriste, conformément au *Code criminel* canadien. Le 1^{er} mai, il annonçait la tenue d'une enquête judiciaire sur la tragédie du vol d'Air-India (1985). Cette enquête comprendra un examen approfondi des lois et politiques canadiennes en matière de terrorisme.

Avant de laisser derrière nous le sujet de nos relations et de nous attarder à certaines préoccupations relatives au nouveau gouvernement, j'aimerais réitérer ma gratitude envers le gouvernement et la population du Canada, pour leur appui extraordinaire au cours de l'horrible saison des ouragans de l'année dernière. L'aide fournie a été tout simplement impressionnante. Elle comprenait des équipes de recherches et de secours, trois navires des Forces armées canadiennes et un de la Garde côtière, des couvertures, des fournitures médicales et des dons en espèces. Certains Canadiens sont même allés jusqu'à commanditer des campagnes de financement et à conduire des camions pour livrer des biens dans le Sud de notre pays. Des universités canadiennes ont également ouvert leurs portes aux étudiants touchés par ces sinistres.

Et maintenant, qu'en est-il du nouveau gouvernement? Comme vous le savez déjà, le premier ministre Stephen Harper est entré en fonction le 6 février dernier, amenant les conservateurs à la tête du pays pour la première fois en plus de dix ans. Au cours des élections du 23 janvier, il a défait le Parti libéral du premier ministre sortant Paul Martin, s'appropriant la majorité des sièges

au Parlement. Les conservateurs sont toutefois minoritaires au Parlement, au sein duquel quatre partis sont représentés. Si le passé est garant de l'avenir, il devrait y avoir de nouvelles élections au cours des deux prochaines années.

Depuis son élection, le premier ministre Harper a clairement établi qu'il souhaitait entretenir d'étroites relations avec les États-Unis, tout en insistant sur le fait qu'il défendrait toujours les intérêts des Canadiens. L'essentiel de son message – si je puis me permettre de simplifier une situation complexe –, est que les États-Unis et le Canada ont tellement en commun qu'il leur serait avantageux, dans la mesure du possible, d'être partenaires sur les plans bilatéral et international. Nos deux nations devraient de plus apprendre à gérer les enjeux qui les séparent en faisant preuve de maturité et de civilité, en évoquant les rapports amicaux qui les unissent.

Jusqu'ici, tout semble bien aller. Au cours des quelque cent premiers jours du premier ministre à la tête du pays, nous avons pu constater une consolidation de nos rapports déjà étroits et prendre conscience du pragmatisme émanant de son gouvernement. Le Président Bush et la secrétaire d'État Rice partagent le souhait de Monsieur Harper de consolider notre partenariat avec le Canada. Nous sommes fin prêt à maintenir notre collaboration avec le gouvernement canadien. Les dirigeants de nos pays respectifs se sont entretenus à plusieurs reprises et se sont rencontrés à Cancún les 30 et 31 mars dernier, dans le cadre de la rencontre trilatérale portant sur le Partenariat nord-américain pour la sécurité et la prospérité (PSP). Nous sommes impatients d'accueillir le premier ministre à Washington.

Parmi les réalisations les plus importantes accomplies au cours des derniers mois relativement aux relations canado-américaines, notons l'accord cadre relatif au bois d'œuvre. Cette question litigieuse, que certains ont qualifié à tort de menace pour l'ALENA, a été résolue lorsque les deux dirigeants ont avisé leurs négociateurs respectifs de mettre les bouchées doubles en vue de résoudre ce conflit. Je suis heureuse que le Canada et les États-Unis aient été en mesure de régler cette question, avec le soutien de l'industrie. Je salue en outre l'ingéniosité des négociateurs des deux parties. Ils travaillent en ce moment à l'établissement des modalités définitives amorcées dans le contexte de l'entente cadre. Je ne diminue en rien les efforts conjoints des négociateurs en affirmant que l'honneur ultime doit être accordé au Président Bush et au premier ministre Harper puisque ces derniers ont clairement exprimé leur souhait de voir le problème relatif au bois d'œuvre résolu.

Toutefois, un certain nombre de questions bilatérales sont toujours en suspens. Mentionnons entre autres les problèmes liés au commerce, tels que la nécessité du Canada de renforcer la protection de ses droits de propriété intellectuelle (DPI), par le biais de l'adoption de lois strictes sur le droit d'auteur et d'amélioration des mesures visant à freiner le piratage à la frontière, de même que des questions environnementales et des préoccupations relatives à la pollution transfrontalière et celle du lac Devil. La plus importante préoccupation d'ordre bilatérale pour le Canada a trait à l'Initiative relative aux voyages dans l'hémisphère occidental (WHTI), élaborée à la demande du Congrès américain. Selon cette initiative, toute personne entrant aux États-Unis doit être titulaire d'un passeport ou de tout autre titre de voyage certifiant son

identité.

Les Canadiens craignent que cette exigence – qui entrera en vigueur au début de 2007 pour les voyages maritimes et aériens, et en 2008 pour les voyages terrestres – ne nuise au commerce, au tourisme ainsi qu'aux relations unissant des gens demeurant de chaque côté de la frontière. Nous leur avons répondu que notre objectif était de mettre en œuvre l'Initiative relative aux voyages dans l'hémisphère occidental de façon à ce qu'elle permette, à la fois, de renforcer la sécurité et d'améliorer la circulation des biens et des personnes. De plus, nous engageons fréquemment des discussions avec le Canada afin de choisir la meilleure façon de mettre en œuvre cette initiative. De sérieux enjeux jonchent la route du succès, mais nous sommes déterminés, tout comme d'autres gens au sein de l'Administration, à réussir. L'Initiative Rice-Chertoff, mise en œuvre en janvier, contribue à notre prise de décisions en la matière.

J'ai mentionné un peu plus tôt le lien unissant la sécurité et la prospérité. Ce lien est, pour nous, très évident. Il est responsable des plus importantes innovations ayant trait à notre cadre stratégique avec le Canada et le Mexique, notre autre partenaire nord-américain. L'architecture de ce tout nouveau cadre, auquel j'ai brièvement fait référence en parlant de la rencontre entre le Président Bush et le premier ministre Harper à Cancún, est le Partenariat nord-américain pour la sécurité et la prospérité (PSP). Le PSP montre bien que les objectifs en matière de sécurité et de prospérité ne sont pas antagonistes et ne doivent pas nécessairement se contrebalancer. À l'inverse, ils sont fondamentalement liés l'un à l'autre et contribuent à faire de l'Amérique du Nord la région la plus productive et concurrentielle de la planète.

Le PSP nous fournit un cadre à partir duquel il nous est possible de miser sur la collaboration dans divers domaines, comme la sécurité, les transports, l'environnement et la santé publique. Lorsque cela est possible, nous privilégions une collaboration trilatérale. Toutefois, s'il s'avère plus logique de recourir à une collaboration bilatérale, c'est ce que nous faisons. La rencontre à Cancún marquait le premier anniversaire du PSP. Au cours de cette rencontre, les dirigeants présents se sont entendus sur un certain nombre d'initiatives visant à renforcer la compétitivité de l'Amérique du Nord, sa coopération en vue de contrer la menace de grippe aviaire et de pandémie d'influenza, de même que sa collaboration en matière de sécurité énergétique. Il a également été question d'élaborer une approche commune à l'égard de catastrophes naturelles ou causées par l'homme, et de favoriser des frontières intelligentes et sécuritaires.

J'aimerais terminer en précisant ceci. Bien que d'autres pays puissent entretenir des relations similaires à la relation complexe et profonde qui nous unit au Canada, ces relations ne seront jamais supérieures à celles que nos deux pays entretiennent. Voilà qui contribue à la richesse de notre relation, une relation généralement réservée aux partenaires, et parfois aux amis en désaccord. Il m'a fait plaisir de vous entretenir à propos de cette relation sans pareille.

Merci.